

**Mesdames et Messieurs les
Présidentes et Présidents des conseils
départementaux**

**Mesdames et Messieurs les Payeures
et Payeurs départementaux**

Paris, le

24 MAI 2024

La Directrice

Dossier suivi par Benny Andersson BLANCHET

Benny-andersson.blanchet@cnsa.fr

Direction du financement de l'offre

Pôle Prévision, Répartition et suivi des Financements

Objet : Contribution au financement de mesures salariales dans les services d'aide et d'accompagnement à domicile - versement au titre de 2024 de l'acompte mentionné aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie en application de l'article 47 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021.

P.J. : Annexe 1 : Tableau des montants, par département, de l'acompte mentionné au II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 – SAAD de la fonction publique territoriale

Annexe 2 : Tableau des montants, par département, de l'acompte mentionné au I de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 – SAAD privés

Copies : Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France
Mesdames et Messieurs les Directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la DGFIP
Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département
Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

I- Rappel du contexte réglementaire

Le décret n° 2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié par le décret n°2022-740 du 28 avril 2022, pris en application de l'article 47 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, prévoit l'attribution par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) d'une aide à destination des départements qui financent un dispositif de soutien à destination des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD), consécutivement :

- A la conclusion d'accords collectifs de branche en matière de revalorisation salariale ;

- Au versement d'une prime de revalorisation d'un montant correspondant à 49 points d'indice majoré à des agents territoriaux exerçant des missions d'aide à domicile auprès des personnes âgées ou de personnes handicapées. Cette prime de revalorisation a été convertie en complément de traitement indiciaire (CTI), obligatoire et applicable à compter du 1^{er} avril 2022, par la loi de finances rectificative du 16 août 2022 et dont les modalités de mise en œuvre sont précisées par le décret d'application n°2022-1497 du 30 novembre 2022.

L'aide financière de la CNSA ne peut excéder 50 % des coûts supportés par les départements, dans la limite d'un montant global porté à **261 millions d'euros** par an. Ce montant est fixé par l'article 80 de la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023.

Pour 2024, après communication par les départements de leurs données, le montant de l'aide financière prévisionnelle s'élève à **228,23 M€**, dont 21,52 M€ pour les SAAD relevant de la fonction publique territoriale et 206,71 M€ pour les SAAD privés éligibles.

II- Modalités de calcul des acomptes notifiés

- Mise en place du CTI dans les SAAD de la fonction publique territoriale

Le décret n°2022-740 prévoit que le montant de l'aide allouée à chaque département au titre de la mise en place du CTI dans les SAAD de la fonction publique territoriale (FPT) est égal à la somme, par département, du calcul suivant appliqué à chacun des SAAD FPT éligibles au financement :

Nombre d'équivalent temps plein (ETP) d'aide à domicile du service multiplié par le rapport entre le nombre d'heures APA, PCH et aide-ménagère du service et le total des heures réalisées par ce service, puis **multiplié par le montant forfaitaire**.

Pour le calcul de l'acompte 2024, le nombre d'ETP et d'heures prévisionnelles 2024 d'APA, de PCH et d'aide-ménagère déclarées par les départements pour chaque SAAD éligible a été pris en compte.

Le montant forfaitaire annuel, établi par la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS), s'élève à 3 460 €¹ pour l'année 2024 pour les SAAD relevant de la Fonction Publique Territoriale. La compensation de la CNSA est calculée sur la base de 50% de ce montant; ce qui conduit à un montant forfaitaire annuel de **1 730 €**. Cette valeur intègre les revalorisations du point d'indice de la fonction publique opérées en 2022 et 2023.

Il est à noter que la compensation de la CNSA ne peut excéder 50% des coûts réellement supportés par le département dans le cadre du dispositif.

- Revalorisations salariales de branche dans le secteur privé

Le décret n°2022-740 prévoit que le montant de l'aide allouée en année N à chaque département au titre des revalorisations salariales de branche dans le secteur privé est égal au **nombre d'heures d'activité réalisées en année N** au titre de l'APA, de la PCH et de l'aide-ménagère par les SAAD concernés, **multiplié par un montant forfaitaire** utilisé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Pour le calcul de l'acompte 2024, le nombre d'heures prévisionnelles 2024 d'APA, de PCH et d'aide-ménagère déclarées par les départements pour chaque SAAD éligible a été pris en compte.

Le montant forfaitaire utilisé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie est égal à **2,05 €**. Ce montant a été communiqué à la CNSA par la direction générale de la cohésion sociale (DGCS). Il correspond à 50% du coût moyen horaire des avenants 43, 51 et 52, diminué des coûts de l'augmentation du SMIC qui ont vocation à être pris en compte dans l'évolution du tarif plancher. Ce coût moyen est estimé à 4,10€.

Il est à noter que la compensation de la CNSA ne peut excéder 50% des coûts effectivement supportés par le département au titre du dispositif.

¹ Coût superbrut moyen en année pleine 2024.

- Précisions sur le versement de l'acompte

L'acompte à verser au titre de l'année 2024 est calculé en multipliant par 80%, le montant des dotations prévisionnelles dues au titre des soutiens aux SAAD privés (annexe 2) et de la fonction publique territoriale (annexe 1), en application des modalités exposées ci-dessus.

Pour 2024, le montant des acomptes s'élève à 182 582 624,74 €, dont 17 212 993,41 € pour les SAAD de la fonction publique territoriale et 165 369 631, 33 € pour les SAAD privés éligibles.

Le tableau comprenant la répartition de l'aide entre départements et les montants d'acomptes figure en PJ.

III- Modalités de calcul du solde de dotation 2024

Il est prévu que le montant définitif de l'aide de la CNSA au titre de l'année 2024, pour la revalorisation salariale dans les SAAD privés et territoriaux, soit notifié d'ici 31 mai 2025.

Le montant tiendra compte des dépenses réellement supportées par les départements au titre du dispositif, du nombre d'ETP effectivement revalorisés dans les SAAD territoriaux, et de l'activité effectivement prestée en 2024 par les SAAD privés et territoriaux.

Ces données seront à transmettre à la CNSA avant le 30 avril 2025, selon un cadre normalisé qui sera transmis ultérieurement par la CNSA.

L'enveloppe de soutien dédiée aux départements est déterminée par les paramètres suivants :

- le calcul d'un montant d'aide alloué à chaque département, tenant compte des conditions de soutien par la CNSA exposées précédemment,
- le respect d'un montant total maximal de l'enveloppe (261 M€).

Les montants d'aide alloués à chaque département sont prévisionnels, afin d'établir l'acompte à verser. Ils seront ensuite déterminés avec les données définitives. Un solde sera alors calculé.

Un écrêtement des montants des aides par département pourra ainsi être réalisé lors du calcul du solde 2024, de façon à respecter le montant maximal de l'enveloppe. Le cas échéant, il sera proportionnel au montant affecté à chaque département.

La présente notification ainsi que ses annexes 1 et 2 sont publiés sur le **site internet de la CNSA** (www.cnsa.fr) > « Budget et Financement », « Financement du soutien à domicile »

Document consultable en bas de page dans la rubrique « Documents à télécharger ».

La présente notification peut être contestée pendant deux mois à partir de sa date de publication. Tout recours éventuel doit être adressé à la directrice de la CNSA. En cas de contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris

La direction du financement de l'offre est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.


Virginie MAGNANT

Tableau des montants, par département, de l'acompte mentionné au II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 – SAAD de la fonction publique territoriale

Département	FPT Total nombre d'ETP	FPT Ratio moyen activité APA/PCH/AM sur le total de l'activité des SAAD (utilisé dans l'ancien calcul)	FPT Montant prévisionnel soutien CD	FPT Montant prévisionnel dotation CNSA dans la limite de 50% de la dépense prévisionnelle CD	Total montant d'acompte à verser
02 - Aisne	416,06	86,88%	863 011,55 €	431 505,78 €	345 204,62 €
03 - Allier	76,51	83,47%	246 757,17 €	108 161,37 €	86 529,10 €
04 - Alpes de Haute Provence	95,12	75,28%	203 132,00 €	101 566,00 €	81 252,80 €
05 - Alpes (Hautes-)	40,10	70,20%	93 183,30 €	46 591,65 €	37 273,32 €
09 - Ariège	3,28	53,49%	10 804,32 €	2 961,59 €	2 369,27 €
10 - Aube	7,14	78,60%	9 835,51 €	4 917,76 €	3 934,20 €
11 - Aude	835,83	79,64%	2 292 992,98 €	1 146 496,49 €	917 197,19 €
12 - Aveyron	100,95	73,01%	244 371,44 €	122 185,72 €	97 748,58 €
13 - Bouches-du-Rhône	289,18	81,42%	805 276,24 €	402 638,12 €	322 110,49 €
14 - Calvados	182,87	78,96%	499 561,39 €	249 780,70 €	199 824,56 €
17 - Charente-Maritime	549,00	74,15%	1 808 406,00 €	714 451,95 €	571 561,56 €
18 - Cher	64,60	61,69%	114 100,00 €	57 050,00 €	45 640,00 €
20 - Corse	10,00	100,00%	16 142,63 €	8 071,32 €	6 457,05 €
22 - Côtes-d'Armor	618,85	71,47%	2 488 711,33 €	756 107,73 €	604 886,18 €
24 - Dordogne	1001,12	73,48%	3 059 686,41 €	1 260 299,38 €	1 008 239,50 €
25 - Doubs	133,30	78,18%	380 353,92 €	190 176,96 €	152 141,57 €
26 - Drôme	22,81	82,00%	69 986,00 €	32 358,26 €	25 886,61 €
27 - Eure	448,58	81,01%	1 072 393,55 €	536 196,78 €	428 957,42 €
28 - Eure-et-Loir	64,07	90,08%	221 682,20 €	100 548,88 €	80 439,10 €
29 - Finistère	199,00	72,40%	516 161,96 €	258 080,98 €	206 464,78 €
30 - Gard	69,35	69,22%	85 606,55 €	42 803,28 €	34 242,62 €
31 - Haute-Garonne	523,07	95,48%	1 553 806,00 €	776 903,00 €	621 522,40 €
32 - Gers	428,90	81,59%	1 231 737,31 €	615 868,66 €	492 694,92 €
33 - Gironde	901,62	80,38%	3 119 584,42 €	1 363 948,72 €	1 091 158,98 €
34 - Hérault	326,06	90,55%	1 020 966,24 €	510 483,12 €	408 386,49 €
35 - Ille-et-Vilaine	522,28	82,20%	1 314 876,98 €	657 438,49 €	525 950,79 €
37 - Indre-et-Loire	16,47	100,00%	40 850,00 €	20 425,00 €	16 340,00 €
38 - Isère	165,00	86,92%	570 900,00 €	254 252,32 €	203 401,86 €
40 - Landes	1014,64	81,03%	3 052 084,00 €	1 345 549,28 €	1 076 439,43 €
41 - Loir-et-Cher	80,07	80,61%	213 650,07 €	106 825,04 €	85 460,03 €
44 - Loire-Atlantique	140,95	58,40%	287 858,00 €	143 928,39 €	115 142,71 €
49 - Maine-et-Loire	66,85	51,76%	112 941,00 €	56 470,17 €	45 176,14 €
50 - Manche	118,82	71,60%	500 000,00 €	146 497,05 €	117 197,64 €
51 - Marne	24,10	60,00%	79 039,80 €	25 015,80 €	20 012,64 €
52 - Marne (Haute-)	19,57	100,00%	33 850,62 €	16 925,31 €	13 540,25 €
53 - Mayenne	91,60	95,96%	171 047,66 €	85 523,83 €	68 419,06 €
56 - Morbihan	627,22	60,03%	1 680 971,46 €	703 852,36 €	563 081,89 €
58 - Nièvre	44,76	82,43%	69 151,01 €	34 575,51 €	27 660,40 €
59 - Nord	409,00	100,00%	707 570,00 €	353 785,00 €	283 028,00 €
62 - Pas-de-Calais	504,10	88,15%	1 452 910,80 €	726 455,40 €	581 164,32 €
63 - Puy-de-Dôme	664,05	61,36%	865 818,00 €	432 909,00 €	346 327,20 €
64 - Pyrénées Atlantiques	774,45	81,37%	3 292 004,00 €	1 067 744,45 €	854 195,56 €
65 - Pyrénées (Hautes-)	15,10	83,33%	49 804,00 €	24 902,00 €	19 921,60 €
66 - Pyrénées-Orientales	339,98	73,55%	731 271,00 €	365 635,50 €	292 508,40 €
69M - Métropole de Lyon	127,98	87,96%	374 876,11 €	187 438,06 €	149 950,44 €

Tableau des montants, par département, de l'acompte mentionné au II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 – SAAD de la fonction publique territoriale

Département	FPT Total nombre d'ETP	FPT Ratio moyen activité APA/PCH/AM sur le total de l'activité des SAAD (utilisé dans l'ancien calcul)	FPT Montant prévisionnel soutien CD	FPT Montant prévisionnel dotation CNSA dans la limite de 50% de la dépense prévisionnelle CD	Total montant d'acompte à verser
71 - Saône-et-Loire	28,00	70,00%	46 950,00 €	23 475,00 €	18 780,00 €
72 - Sarthe	135,26	72,46%	336 950,31 €	168 475,16 €	134 780,12 €
73 - Savoie	258,89	80,93%	725 166,18 €	361 908,83 €	289 527,07 €
74 - Savoie (Haute-)	88,52	84,02%	340 839,00 €	132 008,62 €	105 606,90 €
75 - Paris	281,09	80,62%	819 850,38 €	398 754,27 €	319 003,42 €
76 - Seine-Maritime	572,69	84,79%	1 666 720,95 €	833 360,47 €	666 688,38 €
77 - Seine et Marne	148,78	75,13%	413 507,82 €	206 753,91 €	165 403,13 €
79 - Sèvres (Deux-)	345,87	72,41%	640 344,00 €	320 172,00 €	256 137,60 €
80 - Somme	411,07	76,86%	1 132 684,67 €	566 342,34 €	453 073,87 €
81 - Tarn	22,41	65,68%	29 000,00 €	14 500,00 €	11 600,00 €
82 - Tarn-et-Garonne	188,08	76,26%	504 912,47 €	252 456,24 €	201 964,99 €
85 - Vendée	36,14	67,97%	92 583,59 €	39 325,34 €	31 460,28 €
86 - Vienne	114,80	67,46%	397 208,00 €	159 424,98 €	127 539,99 €
91 - Essonne	50,49	80,00%	205 181,62 €	69 878,16 €	55 902,52 €
93 - Seine-Saint-Denis	455,29	91,43%	1 163 601,25 €	581 800,63 €	465 440,50 €
95 - Val-d'Oise	148,55	85,59%	404 926,34 €	180 281,58 €	144 225,26 €
971 - Guadeloupe	4,00	85,59%	4 100,00 €	2 050,00 €	1 640,00 €
973 - Guyane	10,00	46,25%	34 600,00 €	8 001,25 €	6 401,00 €
974 - Réunion	360,69	96,93%	1 261 858,00 €	600 970,89 €	480 776,71 €
Total	16834,98		47 850 709,50 €	21 516 241,76 €	17 212 993,41 €

Tableau des montants, par département, de l'acompte mentionné au I de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 – SAAD
privés

Département	PRIVES Nombre d'heures d'APA/PCH/AM	PRIVES Montant prévisionnel soutien CD	PRIVES Montant prévisionnel dotation CNSA dans la limite de 50% de la dépense prévisionnelle CD	Total montant d'acompte à verser
01 - Ain	1 205 727,00	4 943 480,70 €	2 471 740,35 €	1 977 392,28 €
02 - Aisne	933 669,00	3 738 082,90 €	1 869 041,45 €	1 495 233,16 €
03 - Allier	942 586,00	3 881 240,40 €	1 932 301,30 €	1 545 841,04 €
04 - Alpes de Haute Provence	288 700,00	1 213 508,00 €	591 835,00 €	473 468,00 €
05 - Alpes (Hautes-)	336 556,00	1 379 879,60 €	689 939,80 €	551 951,84 €
06 - Alpes-Maritimes	840 998,59	2 413 143,60 €	1 206 571,80 €	965 257,44 €
07 - Ardèche	834 616,00	3 421 925,60 €	1 710 962,80 €	1 368 770,24 €
08 - Ardennes	495 934,00	2 089 381,60 €	1 016 664,70 €	813 331,76 €
09 - Ariège	311 632,25	1 277 692,23 €	638 846,11 €	511 076,89 €
10 - Aube	644 279,00	2 319 404,40 €	1 159 702,20 €	927 761,76 €
11 - Aude	269 654,00	1 105 581,40 €	552 790,70 €	442 232,56 €
12 - Aveyron	996 047,00	4 083 792,70 €	2 041 896,35 €	1 633 517,08 €
13 - Bouches-du-Rhône	4 186 860,00	17 429 967,00 €	8 583 063,00 €	6 866 450,40 €
14 - Calvados	1 304 627,68	5 348 975,19 €	2 674 486,74 €	2 139 589,40 €
15 - Cantal	604 112,00	2 474 921,00 €	1 237 460,50 €	989 968,40 €
16 - Charente	880 600,00	4 491 060,00 €	1 805 230,00 €	1 444 184,00 €
17 - Charente-Maritime	1 045 000,00	4 180 000,00 €	2 090 000,00 €	1 672 000,00 €
18 - Cher	608 439,00	2 800 167,00 €	1 247 299,95 €	997 839,96 €
20 - Corse	1 894 964,21	7 239 516,30 €	3 619 758,15 €	2 895 806,52 €
21 - Côte-d'Or	682 899,00	1 399 942,95 €	699 971,48 €	559 977,18 €
22 - Côtes-d'Armor	825 074,00	6 525 318,00 €	1 691 401,70 €	1 353 121,36 €
23 - Creuse	520 000,00	2 132 000,00 €	1 066 000,00 €	852 800,00 €
24 - Dordogne	626 157,00	2 567 243,70 €	1 283 621,85 €	1 026 897,48 €
25 - Doubs	711 674,59	2 917 867,47 €	1 458 932,91 €	1 167 146,33 €
26 - Drôme	1 670 796,00	6 480 679,80 €	3 240 339,90 €	2 592 271,92 €
27 - Eure	630 404,00	3 502 108,16 €	1 292 328,20 €	1 033 862,56 €
28 - Eure-et-Loir	520 837,00	2 306 772,00 €	1 067 715,85 €	854 172,68 €
29 - Finistère	1 658 820,38	6 801 163,56 €	3 400 581,78 €	2 720 465,42 €
30 - Gard	1 542 853,41	6 324 985,09 €	3 162 492,54 €	2 529 994,04 €
31 - Haute-Garonne	2 137 169,32	8 639 616,00 €	4 319 808,00 €	3 455 846,40 €
32 - Gers	334 011,53	1 369 447,23 €	684 723,62 €	547 778,89 €
33 - Gironde	3 105 573,80	11 848 904,18 €	5 924 452,09 €	4 739 561,67 €
34 - Hérault	4 053 920,00	16 621 072,00 €	8 310 536,00 €	6 648 428,80 €
35 - Ille-et-Vilaine	1 507 315,10	10 734 904,00 €	3 089 995,96 €	2 471 996,76 €
36 - Indre	569 870,00	2 570 113,70 €	1 168 233,50 €	934 586,80 €
37 - Indre-et-Loire	1 409 940,00	5 780 755,00 €	2 890 377,00 €	2 312 301,60 €
38 - Isère	1 757 051,00	9 347 507,00 €	3 601 954,55 €	2 881 563,64 €
39 - Jura	392 700,00	1 610 070,00 €	805 035,00 €	644 028,00 €
40 - Landes	336 978,00	1 381 609,80 €	690 804,90 €	552 643,92 €
41 - Loire-et-Cher	528 866,00	2 168 350,60 €	1 084 175,30 €	867 340,24 €
42 - Loire	1 789 286,00	8 794 200,00 €	3 668 036,30 €	2 934 429,04 €

Tableau des montants, par département, de l'acompte mentionné au I de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 – SAAD
privés

Département	PRIVES Nombre d'heures d'APA/PCH/AM	PRIVES Montant prévisionnel soutien CD	PRIVES Montant prévisionnel dotation CNSA dans la limite de 50% de la dépense prévisionnelle CD	Total montant d'acompte à verser
43 - Loire (Haute-)	710 919,00	2 644 011,00 €	1 322 005,50 €	1 057 604,40 €
44 - Loire-Atlantique	1 532 500,00	6 283 250,00 €	3 141 625,00 €	2 513 300,00 €
45 - Loiret	1 000 302,00	4 101 238,20 €	2 050 619,10 €	1 640 495,28 €
46 - Lot	894 440,00	1 915 731,00 €	957 865,50 €	766 292,40 €
47 - Lot-et-Garonne	1 096 413,00	3 006 726,00 €	1 503 363,00 €	1 202 690,40 €
48 - Lozère	245 500,00	1 006 550,00 €	503 275,00 €	402 620,00 €
49 - Maine-et-Loire	761 010,00	4 212 105,30 €	1 560 070,50 €	1 248 056,40 €
50 - Manche	952 912,00	3 906 939,00 €	1 953 469,50 €	1 562 775,60 €
51 - Marne	735 080,00	3 018 519,00 €	1 506 914,00 €	1 205 531,20 €
52 - Marne (Haute-)	487 884,04	2 000 324,56 €	1 000 162,28 €	800 129,83 €
53 - Mayenne	373 500,00	2 069 350,00 €	765 675,00 €	612 540,00 €
54 - Meurthe-et-Moselle	1 537 310,00	8 007 445,37 €	3 151 485,50 €	2 521 188,40 €
55 - Meuse	498 918,77	1 642 131,43 €	821 065,72 €	656 852,57 €
56 - Morbihan	1 194 534,00	6 097 840,68 €	2 448 794,70 €	1 959 035,76 €
57 - Moselle	997 140,00	3 489 990,00 €	1 744 995,00 €	1 395 996,00 €
58 - Nièvre	558 892,20	2 291 458,01 €	1 145 729,01 €	916 583,20 €
59 - Nord	5 064 970,00	20 766 377,00 €	10 383 188,50 €	8 306 550,80 €
60 - Oise	826 508,63	3 388 685,37 €	1 694 342,68 €	1 355 474,15 €
61 - Orne	904 000,00	3 756 280,00 €	1 853 200,00 €	1 482 560,00 €
62 - Pas-de-Calais	4 786 752,85	23 247 423,52 €	9 812 843,34 €	7 850 274,67 €
63 - Puy-de-Dôme	605 392,00	1 241 053,60 €	620 526,80 €	496 421,44 €
64 - Pyrénées Atlantiques	937 097,13	3 829 698,98 €	1 914 849,49 €	1 531 879,59 €
65 - Pyrénées (Hautes-)	935 505,00	3 837 414,00 €	1 917 785,25 €	1 534 228,20 €
66 - Pyrénées-Orientales	889 060,00	3 645 144,00 €	1 822 572,00 €	1 458 057,60 €
67-68 - Collectivité Européenne d'Alsace	1 668 532,00	7 569 318,00 €	3 420 490,60 €	2 736 392,48 €
69 - Rhône	735 561,00	3 677 805,00 €	1 507 900,05 €	1 206 320,04 €
69M - Métropole de Lyon	1 161 297,24	5 904 910,79 €	2 380 659,34 €	1 904 527,47 €
70 - Saône (Haute-)	492 241,79	2 018 191,34 €	1 009 095,67 €	807 276,54 €
71 - Saône -et-Loire	1 260 355,39	5 167 456,30 €	2 583 728,15 €	2 066 982,52 €
72 - Sarthe	682 415,00	4 435 697,50 €	1 398 950,75 €	1 119 160,60 €
73 - Savoie	439 579,00	1 802 273,90 €	901 136,95 €	720 909,56 €
74 - Savoie (Haute-)	1 165 398,00	6 417 311,00 €	2 389 065,90 €	1 911 252,72 €
75 - Paris	1 445 144,68	5 925 093,19 €	2 962 546,59 €	2 370 037,28 €
76 - Seine-Maritime	2 533 543,18	12 443 765,92 €	5 193 763,52 €	4 155 010,82 €
77 - Seine et Marne	1 222 947,50	4 502 239,97 €	2 251 119,99 €	1 800 895,99 €
79 - Sèvres (Deux-)	545 346,64	1 090 692,80 €	545 346,40 €	436 277,12 €
80 - Somme	876 294,00	3 838 167,72 €	1 796 402,70 €	1 437 122,16 €
81 - Tarn	979 850,00	4 017 385,00 €	2 008 692,50 €	1 606 954,00 €
82 - Tarn-et-Garonne	643 830,00	2 639 703,00 €	1 319 851,50 €	1 055 881,20 €
83 - Var	2 150 385,00	8 838 106,86 €	4 408 289,25 €	3 526 631,40 €

Tableau des montants, par département, de l'acompte mentionné au I de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 – SAAD privés

Département	PRIVES Nombre d'heures d'APA/PCH/AM	PRIVES Montant prévisionnel soutien CD	PRIVES Montant prévisionnel dotation CNSA dans la limite de 50% de la dépense prévisionnelle CD	Total montant d'acompte à verser
84 - Vaucluse	605 988,00	2 484 550,80 €	1 242 275,40 €	993 820,32 €
85 - Vendée	907 702,92	4 229 895,60 €	1 860 790,99 €	1 488 632,79 €
86 - Vienne	859 755,00	3 791 520,00 €	1 762 497,75 €	1 409 998,20 €
87 - Vienne (Haute-)	760 664,70	2 586 259,98 €	1 293 129,99 €	1 034 503,99 €
88 - Vosges	568 000,00	4 122 410,00 €	1 164 400,00 €	931 520,00 €
89 - Yonne	593 998,00	2 435 391,80 €	1 217 695,90 €	974 156,72 €
90 - Belfort (Territoire de)	325 232,00	1 333 451,00 €	666 725,50 €	533 380,40 €
91 - Essonne	913 804,25	4 737 981,47 €	1 873 298,71 €	1 498 638,97 €
93 - Seine-Saint-Denis	1 102 737,19	4 152 546,04 €	2 076 273,02 €	1 661 018,42 €
94 - Val-de-Marne	627 988,91	2 574 754,54 €	1 287 377,27 €	1 029 901,82 €
95 - Val-d'Oise	505 432,21	2 135 089,03 €	1 036 136,03 €	828 908,82 €
971 - Guadeloupe	1 523 624,66	6 246 861,10 €	3 123 430,55 €	2 498 744,44 €
973 - Guyane	63 591,10	257 321,00 €	128 660,50 €	102 928,40 €
974 - Réunion	2 211 820,00	9 068 462,00 €	4 534 231,00 €	3 627 384,80 €
975 - Saint-Pierre et Miquelon	14 900,00	61 090,00 €	30 545,00 €	24 436,00 €
Total	104051697,84	447 567 738,53 €	206 712 039,16 €	165 369 631,33 €